

Des milliards pour les banquiers ... et on privatise La Poste ?

Parmi les hypocrisies politiques et médiatiques de ces dernières semaines, celle-ci est de taille : « il faut privatiser La Poste, parce que pour se développer elle aurait besoin de 3 milliards ». Et où voulez-vous qu'on trouve 3 milliards (non, ne répondez pas « dans la poche du patronat », ce n'est pas politiquement correct) ? Alors, du coup « pour aider La Poste, il faut la privatiser, pour que Le Marché lui amène ces 3 milliards ». Mais, Le Marché justement, il a un peu montré ses limites ces temps-ci ... au point qu'il aura fallu que les Etats, y compris bien sûr l'Etat français, trouvent... des centaines de milliards d'euros pour renflouer les banques ... privées !

Voilà de quoi redoubler d'ardeur pour faire les comités locaux « **contre la privatisation, pour un débat national et un referendum sur l'avenir du service public postal** ». Là où ce n'est pas encore fait, les Solidaires locaux doivent prendre l'initiative d'inviter les autres organisations syndicales, associatives, politiques, à en créer. **Tract et pétition du comité national sont des supports pour mener une campagne offensive et de proximité** : marchés, gares, etc., partout menons le débat que le gouvernement refuse.

Il est grand temps qu'ils sautent, et sans parachute doré !

C'est ce que réclame SUD Caisse d'Epargne, envers « les directeurs et leurs laquais régionaux » ! La politique désastreuse des dirigeants de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne n'en finit pas de produire ses effets chaque jour plus catastrophiques : suppressions massives d'emplois, fermetures de 20% des agences, pertes du Groupe se chiffrent par milliards, pratiques financières douteuses dans plusieurs paradis fiscaux, pertes financières colossales du fait de spéculations hasardeuses, condamnations du fait de pratiques commerciales répréhensibles, etc. Sur les lieux de travail, le ras-le-bol se transforme en colère. Une colère légitime pour des salariés dont le seul horizon depuis des années est la dégradation de leurs conditions de travail, la stagnation de leur salaire et la fragilisation de leur emploi.

Pourtant, alors que l'ensemble du Groupe des Caisses d'Epargne se trouve pris dans une tourmente sans précédent du fait de l'incompétence et de la mégalomanie des patrons, ces derniers ont l'insolence inouïe de s'octroyer des augmentations de rémunérations aussi scandaleuses qu'imméritées. **Ainsi, de 2006 à 2007, la rémunération de Charles Milhaud, le Président du directoire de la CNCE a augmenté de près de 50 % en passant de 1 063 744 € à 1 584 256 €, et celle de Bernard Comolet, le Président du directoire de la Caisse d'Epargne d'Ile-de-France, a progressé de plus de 40 %.** **Aujourd'hui, le temps est venu pour les patrons nationaux et locaux de rendre des comptes : ca suffit, dehors !**

Coup de force contre les grévistes de Météo France !

Le 14 octobre, la grève durait déjà depuis 48 heures, avec une très forte mobilisation. A Toulouse, une assemblée générale rassemblant près de 400 personnes (dont la moitié de toute la France) a décidé (unanimité moins 2 voix) de **reconduire le mouvement et de durcir l'action** en transformant l'assemblée générale en assemblée générale permanente sur le site de la Météopole. A 22h30, les CRS arrivent, les sommations faites au porte-voix sont inaudibles tant les cris de « *Direction démission* » sont puissants. Les CRS ouvrent s'engouffrent sur la Météopole. **Un collègue est grièvement atteint par un grand coup de bombe lacrymogène au raz des yeux** et doit être transporté d'urgence à l'hôpital. **A partir de 23 heures, les CRS occupent le site et filtrent les entrées.**

Les personnels de Météo-France ont été choqués par la brutalité de la réaction de la direction : le PDG a lui-même depuis la Chine donné les consignes au préfet de Haute-Garonne ! L'intersyndicale SPASMET-Solidaires, CGT, FO, CFDT appelle tous les personnels à amplifier le mouvement sur toutes ses formes jusqu'à l'ouverture de négociations.

Intersyndicale Fonction Publique

Une rencontre des fédérations de la Fonction Publique s'est tenue le 13 octobre. Solidaires, FSU, CGT, CFDT, UNSA, FO, CFTC étaient représentées.

Toutes les organisations font le constat de la situation catastrophique tant sur les salaires que sur les emplois. **Face à cela, il y a des tentatives de mobilisations, qui demeurent sectorielles : Poste, Education, Météo, ONF, Défense, Insee.**

Solidaires, FSU, CGT ont aussi insisté sur la politique gouvernementale : Révision Générale des Politiques Publiques, services publics, politique sociale, mesures sur les retraites, etc. FO rappelle « sa » journée nationale du 23 octobre prochain, à laquelle elle a appelé seule sans se soucier de la possibilité de réussir des mobilisations unitaires.

Initiative est prise de proposer une expression publique unitaire sur salaires, emplois, missions, services publics... Une nouvelle réunion se tiendra le 3 novembre, il y sera décidé une « *semaine d'action fonction publique* » qui pourrait prendre comme point d'appui la journée du 22 novembre (journée de mobilisation pour la défense de la poste). Solidaires et la CGT se sont exprimés pour que la réflexion ne se limite pas à une seule semaine d'action, et aille au delà.

Les organisations Fonction Publique de Solidaires doivent donc donner mandat ; celui proposé est de s'inscrire dans la proposition unitaire, par des mouvements dans les secteurs et en inter-fonction publique localement, et en suggérant une manifestation nationale.